Métamorphoses des relations de dépendance chez les Kel Antessar du cercle de Goundam

Alessandra Giuffrida

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/15012>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.15012

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 19 décembre 2005

Pagination : 805-830

ISBN : 978-2-7132-2049-4

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Alessandra Giuffrida, « Métamorphoses des relations de dépendance chez les Kel Antessar du cercle de Goundam », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 179-180 | 2005, mis en ligne le 01 janvier 2007, consulté le 17 juin 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/15012> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.15012>

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=CEA&ID_NUMPUBLIE=CEA_179&ID_ARTICLE=CEA_179_0805

Métamorphoses des relations de dépendance chez les Kel Antessar du cercle de Goundam

par Alessandra GIUFFRIDA

| Editions de l'EHESS | Cahiers d'études africaines

2005/3-4 - 179

ISSN 0008-0055 | ISBN 2713220491 | pages 805 à 830

Pour citer cet article :

— Giuffrida A., Métamorphoses des relations de dépendance chez les Kel Antessar du cercle de Goundam, Cahiers d'études africaines 2005/3-4, 179, p. 805-830.

Distribution électronique Cairn pour Editions de l'EHESS .

© Editions de l'EHESS . Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Alessandra Giuffrida

Métamorphoses des relations de dépendance chez les Kel Antessar du cercle de Goundam

Cet article se propose d'analyser les transformations des relations de dépendance au sein d'un groupe berbérophone de souche maraboutique, les Kel Antessar du nord du Mali, en mettant en évidence les continuités et les ruptures, de l'époque précoloniale jusqu'à la mise en place de la décentralisation, en 1998. Les changements contemporains seront examinés en relation avec le processus de fragmentation administrative consécutif à la décentralisation. Bien que les hiérarchies statutaires traditionnelles continuent à se manifester dans les relations quotidiennes, l'esclavage de tente a totalement disparu tandis que les ex-esclaves ou *bellah*¹ ont connu une mobilité économique remarquable. Il serait donc erroné d'interpréter les discours à la base d'une idéologie statutaire comme une survivance de l'esclavage. Parallèlement, la dépendance économique à l'égard des aides humanitaires pour le développement local a transformé les relations de dépendance d'autrefois entre maîtres et esclaves en une vive concurrence entre des intérêts opposés.

Afin de distinguer les facteurs de rupture et de continuité, internes et externes à la société kel antessar, aux différentes époques historiques, l'article s'organise autour de quatre parties. La première envisage les Kel Antessar à l'époque des conquêtes précoloniales lorsque l'islam et le métayage facilitèrent l'affranchissement des esclaves et instaurèrent des relations de clientèle entre maîtres de la terre et affranchis (*eghawelen*). La deuxième considère la politique des autorités coloniales pour l'abolition de l'esclavage en relation avec la mise en valeur des terres. C'est ainsi que la création de villages

1. Le terme *bellah* est employé ici pour désigner les ex-esclaves sans distinction entre les différentes catégories auxquelles ils appartenaient autrefois et qui étaient déterminées par les activités qu'ils menaient. Les esclaves affranchis (*eghawelen*) constituent une catégorie à part et seront distingués des *bellah*.

de liberté, l'introduction de divisions administratives séparant les cultivateurs *bellah* de leurs anciens maîtres et l'établissement de conventions favorisèrent les activités agricoles et marquèrent une rupture dans la complémentarité entre élevage et agriculture sur laquelle se fondait l'économie agro-pastorale dans la zone lacustre.

Après l'indépendance du pays, la même logique présida aux politiques du gouvernement malien ; elles seront analysées dans la troisième partie. Quoique les tentatives de supprimer le métayage dans le cercle de Goundam eussent échoué, l'attribution des aides internationales pour sédentariser les nomades, assister les « victimes » des sécheresses et appuyer les actions de « développement » instaurera une nouvelle forme de dépendance. La malgouvernance et la corruption dans la gestion des fonds internationaux contribuèrent à l'appauvrissement des populations les plus démunies incluant aussi bien les *bellah* que leurs anciens maîtres. Simultanément, et contrairement aux groupes qui s'étaient sédentarisés lors des sécheresses des années 1970 et 1980, les expériences vécues par les émigrés *bellah* et des Touaregs de souche noble lors des sécheresses et de la rébellion contribuèrent à une redéfinition de leurs identités statutaires. L'analyse des données fournies par une enquête de terrain, présentée dans la dernière partie, montre que le conflit civil, de 1990 à 1996, dans le nord du Mali, conjointement aux opérations de rapatriement et à la mise en place de la décentralisation, en 1999, a provoqué une profonde reconfiguration des enjeux locaux. Désormais, la concurrence exacerbée entre nobles et *bellah* exprime une rupture avec les anciennes relations de dépendance entre maîtres et esclaves. Dans ce contexte contemporain, les hiérarchies statutaires se sont reconstruites autour des enjeux administratifs au travers desquels s'opposent les intérêts des *bellah* et des nobles tout en reproduisant la dépendance des uns et des autres à l'égard des aides extérieures.

Les Kel Antessar : esclaves et serviteurs de dieu

Les Kel Antessar, un groupe berbérophone de souche maraboutique, revendiquent une origine *ansar* qui les différencie des Touaregs de statut guerrier (*imashaghen*)². Leur histoire généalogique (*attarex*), écrite en arabe, retrace une filiation unilinéaire à partir d'un ancêtre né à Médine et décrit les différentes vagues migratoires de ses descendants jusqu'à leur arrivée dans l'Azawad vers le xvii^e siècle. Les marabouts (*mrabtin*) (Norris 1975) kel antessar réussirent à établir une puissance économique et politique comparable à celle des guerriers *imashaghen*. Vers la moitié du xviii^e siècle, ils consolidèrent

2. Le terme *aneslem* (sing.) ou *ineslimen* (plur.) n'est pas adopté ici pour désigner la couche des « marabouts » car il indique une foi religieuse pratiquée par tout croyant indépendamment de son statut (NICOLAISEN 1997). Voir aussi les appellations d'*iguellad* (MARTY 1920) et d'*ajam* (BONTE 1998).

leur tambour de guerre (*ettebel*) et instaurèrent un système de chefferie bi-céphale : un *amenokal* était chargé des campagnes militaires et un *cadi* avait la responsabilité des affaires juridiques et religieuses. Si, lors de la période précoloniale, l'islam fut une source de mobilité statutaire pour les groupes maraboutiques (Cleaveland 1998), il a de même exercé une influence prépondérante dans l'organisation politique et économique des Kel Antessar (Giuffrida à paraître). C'est ainsi que l'acquisition de terres agricoles aux Songhay et l'adoption du métayage, codifiées par le droit musulman, marqueront le début d'un processus d'affranchissement³ des esclaves des champs bien avant l'abolition de l'esclavage par les Français, en 1905.

En l'absence de travaux historiques approfondis sur les Kel Antessar, on ne dispose d'aucun élément précis permettant de comprendre l'origine de leurs anciens esclaves ni d'affirmer que ce groupe maraboutique participa à la traite des esclaves. La traite transsaharienne dans la région de Tombouctou se serait principalement exercée lors de périodes d'instabilité politique et militaire, par exemple, vers la fin du pachalik marocain au ^{xvii}^e siècle (Saad 1983). Le manque de données substantielles ne nous empêche pas cependant de faire l'hypothèse que les marabouts-guerriers kel antessar acquièrent leurs esclaves à travers l'échange et les dons ou qu'ils les prélevèrent comme butin à la suite de leurs victoires contre les invasions des Kountas, des Berabichs et des Peuls. Selon Soumare (1980), les Kel Antessar furent de grands commerçants en sel, dattes, tissus, or et animaux et surent profiter de tous les trafics entre le Soudan et la Méditerranée, mais ils furent toujours opposés au commerce d'esclaves au nom du Coran.

L'étude de Soumare confirmerait la thèse de Saad selon laquelle les érudits religieux décourageaient la traite des esclaves et le fait que les maîtres avaient plus intérêt à libérer leurs esclaves pour en faire leurs clients. En revanche, Olivier de Sardan (1975) conteste la vision dominante sur l'esclavage des lettrés musulmans de Tombouctou et remarque leur silence sur la différence entre les « captifs de traite » pris à la guerre et les fils d'esclaves ou « captifs de case » des sociétés paysannes en milieu songhay-zerma. Il en conclut que « *La traite d'esclaves n'agit pas ainsi directement sur le statut interne des esclaves*. Elle n'est qu'un élément du complexe "commerce + État" qui, lui, exige certaines reconversions idéologiques propres à faciliter la satisfaction des nouveaux besoins sociaux » (*ibid.* : 113).

Or, si la traite des esclaves reste un sujet controversé, la transition des Kel Antessar d'une économie pastorale à une économie agro-pastorale mérite toute notre attention en raison de sa relation avec le processus d'assimilation et de différenciation des esclaves et des relations de dépendance et de clientèle qu'elle a engendrées. L'économie de la société kel antessar

3. L'affranchissement est aussi prévu dans le Coran pour récompenser la loyauté de l'esclave envers son maître (surate 24, verset 32) et autres circonstances (surate 4, verset 92 et surate 5, verset 89).

précoloniale associait le commerce et l'élevage. Les chefs exigeaient un tribut (*tiuse*) sur l'eau, le sol et les terres salées dans leur territoire et sur les troupeaux des tributaires. Enfin, les croyants qui reconnaissaient le pouvoir des marabouts leur offraient des biens sous forme de donations et de *zaqqat* et les aidaient à accumuler richesse matérielle ainsi que *baraka* et charisme. Quoiqu'aujourd'hui ils s'affirment pauvres, parce qu'« esclaves et serviteurs de Dieu », les Kel Antessar représentaient autrefois la confédération de religieux la plus riche de la boucle du Niger (Soumare 1980).

L'examen de la stratification sociale chez les Kel Antessar conduit à s'interroger sur le rôle que l'islam aurait exercé sur une mobilité statutaire très largement ignorée par les études sur les sociétés touarègues. Or, le cas des Kel Antessar suggère que si l'endogamie de strate et les stratégies endo-exogames ont eu pour effet de reproduire les hiérarchies statutaires internes, la couche maraboutique — apparue dans la société touarègue après l'islamisation — a réussi à transformer son statut de tributaires des *imasha-ghen* Iwillimeden en celui de marabouts-guerriers et à consolider son propre tambour de guerre (Norris 1975). Un autre exemple de mobilité statutaire, fondée sur l'islam, se manifesta par l'affranchissement d'esclaves. Les strates de la société kel antassar s'articulaient alors en groupes de statut libre (*illelan*) — comprenant les marabouts-guerriers, les tributaires (*imghad*) et les forgerons (*enhaden*) — et en groupes d'esclaves (*iklan*).

Avant l'acquisition de terres agricoles et la transition vers une économie agro-pastorale, les esclaves se différenciaient en esclaves de tente (*iklan-n-ehan*), chargés de tous les travaux domestiques dans les tentes des nobles, et en esclaves de dune (*iklan-n-ejef*), occupés au gardiennage des troupeaux des nobles. Les esclaves de tente faisaient partie intégrante du ménage de leurs maîtres en tant que force de travail et membres de leurs familles, mais ils n'avaient droit à aucune propriété. Ils étaient considérés comme un bien transmissible par héritage ou pouvaient être donnés en dot aux femmes de statut noble. Les liens entre les esclaves de tente et leurs maîtres étaient très étroits : leurs tentes se côtoyaient et les unions entre hommes libres et femmes esclaves (*tiklatin*) donnaient des enfants de statut libre. En outre, les *tiklatin* pouvaient allaiter les enfants de leurs maîtres⁴, même dans le cas où elles n'en étaient pas les mères biologiques. Ainsi, une parenté de lait entre enfants de maîtres et enfants d'esclaves établissait des relations très complexes et ambiguës que contribuait encore à renforcer un sens aigu de la solidarité.

À l'époque de la chefferie de Hammada al-Ansari (1690-1760), *cadi* kel antessar, les Songhay lui cédèrent des champs par don, legs ou vente aux abords des lacs Horo, Gouber et Kamango⁵ contre une « protection

4. À ce sujet CLAUDOT-HAWAD (2001 : 155) remarque la même coutume chez les Touaregs de l'Aïr. Sur les relations de parenté de lait chez les Kel Eghlal et les Aytawayri, voir l'étude de WALENTOWITZ (2003).

5. La mise en valeur des terres de culture sur la rive nord du lac Faguibine coïncida avec l'installation d'un poste militaire français et d'un village de liberté à

maraboutique ». Hammada avait reconnu que « la terre et les champs qu'on y cultive appartiennent à ceux qui l'habitent et qui la mettent en valeur parmi les Songhay »⁶. Avec la terre, les marabouts-guerriers héritèrent d'un système de métayage (*fari ka diemna*) fondé sur le droit malékite⁷. L'acquisition de ces terres par les Kel Antessar entraîna l'assimilation des esclaves de champs songhay (*bania*). L'assimilation des *banias* renforça les relations de métayage en favorisant les intérêts des maîtres songhay et kel antessar parce que non seulement les métayers partageaient la récolte avec les propriétaires des champs qu'ils cultivaient mais, dans le cas où ils travaillaient les champs d'un propriétaire terrien qui n'était pas leur maître, ils devaient en outre verser un tribut au maître auquel ils appartenaient. En ce sens, les métayers n'étaient plus seulement des esclaves mais étaient à la fois esclaves et tributaires. Ce rapport ambivalent induisit un changement dans le statut des esclaves dans la mesure où le métayage représentait, d'une part, une forme d'affranchissement et, de l'autre, un système économique fondé sur des liens clientélistes. On comprend ainsi pourquoi les maîtres avaient tout intérêt à libérer leurs esclaves pour satisfaire le besoin d'une force de travail agricole additionnelle à celle des *iklan-n-ehan* et des *iklan-n-ejef*.

Ras-el-Ma après une sécheresse à la fin du XIX^e siècle et le rétrécissement des lacs Daouna.

6. Uthman Ag Muhammad Inghalalan Al Ansari al Takturi (1851-1946), *cadi* kel antessar. Manuscrit n° 1381, CEDRAB, Tombouctou, folios 1 et 2.
7. Voir au sujet du droit du premier occupant le Titre XXI du Code musulman par Khalil (1878), cité par le lieutenant-colonel Sadorge. Note circulaire n° 1 (1913), Carton du Soudan 1, Dossier 4, Archives de l'Armée de Terre, Château de Vincennes, Paris.

L'attribution de terres aux esclaves à travers le métayage amorça le début d'une autonomie économique des affranchis, comme chez les Kel Gress du Niger (Bonte 1975), et elle contribua aussi à une redéfinition des relations entre esclaves et anciens maîtres. Selon Bourgeot (1975 : 96), les relations entre métayers et maîtres chez les Kel Ahaggar reposent « sur un contrat qui fait surgir matériellement le fait d'exploitation ». Si ce constat reflète bien une forme d'exploitation, il est également évident que chez les Kel Antessar le métayage déclencha une mobilité statutaire et économique non négligeable. Les *eghawelen* (affranchis) acquièrent du pouvoir à travers la gestion de la terre et de la production agricole ainsi que le droit de se marier avec des femmes de souche noble. Le cas des Kel Antessar montre que le métayage facilita indéniablement une redéfinition du statut d'esclave vers celui de client ou de tributaire comme l'avance Saad (1983). Au fil du temps, le métayage reproduira un type de relations de clientèle qui doivent être distinguées des relations de dépendance fondées sur l'esclavage de tente.

Si les métayers ne remplacèrent pas tous les esclaves — auparavant forcés à travailler dans les champs —, le surplus de main-d'œuvre par rapport aux terres disponibles et à la mobilité spatiale des campements des maîtres accrut la pression sur la terre ainsi que la concurrence et les conflits internes pour sa mise en valeur. Cette pression augmenta encore sous l'administration coloniale lorsque des conventions de terres et de transhumance furent introduites dans le but de favoriser la production agricole. Le métayage créa ainsi des relations ambivalentes tant du point de vue juridique qu'économique entre maîtres et esclaves et affranchis.

Redéfinition de l'esclavage sous l'administration coloniale

L'analyse des changements dans les relations de dépendance chez les Kel Antessar oblige à revisiter les tentatives avortées de l'administration coloniale pour abolir l'esclavage. Celles-ci, en effet, n'entraînèrent pas de transformations radicales des conditions de travail des esclaves. La création de « villages de liberté » et, successivement, de « villages de culture » accentua l'exploitation de la main-d'œuvre agricole et le taux de prélèvement des impôts sur les produits céréaliers. Les *bellah* commencèrent à être imposés séparément de leurs anciens maîtres lorsqu'ils furent regroupés dans des fractions administratives séparées. Cette division entre *bellah* et anciens maîtres fut renforcée par l'introduction de conventions de terre et de transhumance qui impulsèrent les activités agricoles.

À la suite de l'occupation par l'armée coloniale, en 1896, trois villages de liberté furent créés à Raz-el-Ma, Djin-Djin et Kabara aux alentours de Tombouctou-ville. Les données rapportées par Bouche (1949) indiquent une population d'esclaves « libérés » de 234 individus à Raz-el-Ma en 1900, de 30 à Djin-Djin en 1897, et de 400 à Tombouctou-Kabara en 1896. Bouche

(1949 : 183) souligne que « La liberté que donnent les villages de ce nom est, dans les faits, un esclavage souvent pire que celui auquel on prétend arracher les captifs. » L'idée d'assurer une vie indépendante par la culture aux captifs libérés n'était guère une nouveauté et la plupart des esclaves de tente préférèrent rester sous la tutelle de leurs maîtres plutôt que d'être imposés par l'administration. De fait, la logique de l'administration coloniale ne se distinguait pas fondamentalement de celle des maîtres de terre : la petite propriété agricole était l'un des moyens les plus efficaces pour fixer une population et imposer des taxes.

L'objectif de l'administration coloniale de valoriser la production agricole se traduisit par l'établissement de conventions qui réduisirent la mobilité et les espaces pastoraux des éleveurs et imposèrent la sédentarisation des *bellah* dans des villages. En conséquence, la complémentarité entre agriculture et élevage fut gravement compromise et cela engendra une division irrémédiable entre « sédentaires » et « nomades » (Marty 1999). À partir de la chefferie d'Attaher Ag ElMehdi, en 1911, les chefs kel antessar, cooptés par l'administration, appuieront la politique coloniale de sédentarisation des *bellah* et de scolarisation⁸ des « nomades », pour s'assurer les faveurs des Français. Toutefois, les variations de la crue et de la pluviométrie ne permettront ni une sédentarisation définitive, ni d'empêcher la rotation saisonnière de la main-d'œuvre qu'encourageait le métayage.

Les *bellah* étaient imposés dans un rapport de 2/3 pour le métayer et de 1/3 pour le « maître-usufructier ». D'après le recensement administratif de 1917 (Marty 1920), la population totale de la tribu kel antessar comptait à cette époque 13 576 personnes. Ce chiffre se décomposait en 6 767 nobles et 4 841 esclaves de tente, 1 418 cultivateurs de *debe*⁹ ainsi que 553 *bellah* des anciens villages de liberté issus de diverses fractions regroupées avec les Kel Antessar. Les campements de la chefferie kel antessar proprement dite comptaient 2 008 nobles (14,7 %) et 1 055 esclaves (7,7 %), soit au total 3 063 personnes et 22,4 % de la population totale de la « tribu » kel antessar. Les autres fractions rattachées à la tribu, mais appartenant à d'autres *tewsetin*, comptaient 8 545 personnes divisées en 4 759 nobles (35 %) et 3 786 esclaves de tente (27,8 %).

Les pourcentages tirés de ce recensement suggèrent que, en excluant les 1 971 *bellah* (1 418 + 553) habitant les *debe* et les anciens villages recensés à part, soit 14,5 % de la population totale, la proportion maîtres/esclaves s'établissait à 47,6 % dans les campements de la chefferie et à 51 % dans

8. En 1924, la majorité des élèves de l'école du campement kel antessar, créée en 1917, étaient *bellah*. École de Campement des Kel Antessar, Archives nationales du Mali, 1 G 22 N 1.

9. Le *debe* est un hameau de culture uniquement habité par des agriculteurs. Il se distingue des campements et sites des éleveurs par la présence de huttes en paille et par l'absence de tentes. Un *debe* peut être fixe ou se déplacer selon les variations de la crue des lacs ou les précipitations.

toutes les autres fractions qui comprenaient les *imghad* — autrefois tributaires des Kel Antessar —, les *imashaghen* (Tenjerejef) et d'autres groupes maraboutiques (kel hausa et kel taborak). Comme le métayage persistait à côté de l'imposition des taxes coloniales, on peut en conclure que l'exploitation des *bellah* a augmenté après la répartition administrative coloniale.

À la veille de l'indépendance du Soudan français, une enquête conduite dans les cercles de Goundam et de Tombouctou releva une population de la « tribu » kel antessar de 26 973 personnes (Galloy 1959). Selon Galloy, l'augmentation de la population de plus de 50 %, par rapport à l'enquête de 1917, était due au prestige que les « nomades » attribuaient aux marabouts kel antessar. Ainsi, depuis 1920, 19 fractions et quatre *debe* s'y étaient rattachés. Quoique les pourcentages avancés par Galloy pour les nobles et les serviteurs aient été calculés sur la base des recensements administratifs, la comparaison entre les données du rapport laisse apparaître des divergences et des contradictions significatives ; l'auteur le reconnaît et les justifie par les difficultés rencontrées dans le recensement des « serviteurs » : « La liste des familles inscrites dans les *debe* ne correspond pas, bien sûr, à la population installée au point d'habitation qui porte le nom du *debe*. Si le chef de *debe*, quelques notables et un certain nombre de familles s'y trouvent, il y en a toujours d'autres installées ailleurs » (Galloy 1959 : 116).

L'enquête de Galloy relève 26 973 personnes divisées en fractions, sous-fractions, groupes et *debe* dont 15 208 « serviteurs » de la « tribu » kel antessar qui représenteraient alors 56 % de la population totale de la tribu. Mais si l'on compare ce pourcentage aux autres données, on remarque des inconsistances. En ce qui concerne les tentes des familles de la chefferie qui, théoriquement, devraient posséder le plus grand nombre de serviteurs, Galloy comptabilise 10 614 personnes réparties en 19 groupes comprenant 6 201 nobles et 3 936 « serviteurs » (c'est-à-dire des *iklan-n-ehan*). La taille moyenne de ces ménages est de 8,6 personnes dont 3,4 serviteurs. La population totale des sept *debe* rattachés à la fraction des Kel Antessar se monte à 2 122 personnes. L'enquête n'indique pas de taille moyenne pour les ménages *bellah* dans les *debe*. Sur la base de ces données, on peut estimer que la population totale de la « fraction » kel antessar s'élevait à 12 259 personnes dont 50,5 % de souche noble, 32,1 % de « serviteurs » et 17,3 % de cultivateurs *bellah*.

Galloy ne précise pas dans quelle mesure les habitants des *debe* bénéficiaient d'un statut « juridiquement » libre. Il se contente d'observer que les « serviteurs » représentaient encore un problème délicat fondé sur la juxtaposition de deux mondes : une société nomade où le captif dépend encore totalement de son maître, et un cadre politique nouveau où maîtres et serviteurs deviennent également libres et « citoyens ». Cette division ne traduit pas nécessairement une notion de « captivité » et obscurcit le fait que la relation de dépendance réciproque entre nobles et *iklan-n-ehan* ou « serviteurs » était encore très prononcée.

L'administration coloniale donna aux chefs kel antessar mandat de procéder à la répartition des terres, de recueillir les redevances et d'assurer la mise en valeur des sols disponibles. Les terres précédemment considérées comme *beit-el-mal*, ou propriété collective de la tribu, devinrent *beit-el-mal* de l'administration et un bien inaliénable. Le fait que les chefs kel antessar étaient habilités à gérer la terre pour le compte de l'administration propriétaire leur donna le pouvoir d'exercer un contrôle sur l'attribution des terres ainsi qu'une influence sur le découpage administratif établi pour les conventions de terres. Cependant, les membres de la tribu, usufruitiers de droit, pouvaient contester devant l'administration propriétaire la décision du chef régisseur, ce qui provoquera de profondes controverses et des rivalités internes lors de la convention du Kamango (1956), voulue par Mohamed ElMehdi Ag Attaher¹⁰.

Cette convention stipulait, d'une part, que la chefferie avait droit de distribuer une partie de ses terres aux familles qui en étaient dépourvues et, d'autre part, elle octroyait les terres les plus fertiles au centre du lac à la chefferie. Un additif à la convention précisait que les terres de culture kel antessar seraient exclusivement cultivées par les *bellah* de la tribu kel antessar ou par d'autres dépendants de la tribu, soit les métayers : « Tout cela moyennant des redevances conformément aux instructions de l'autorité française »¹¹. Cette convention déclarait ouvertement que les *bellah* représentaient encore une ressource importante gérée par les chefs kel antessar malgré l'abolition officielle de l'esclavage de 1905. On ne peut que constater ceci : la logique de l'administration coloniale était visiblement plus dictée par des intérêts économiques qu'« humanitaires ».

Le bilan sur la question de l'esclavage à la période coloniale suggère que l'initiative d'établir des villages de liberté et de sédentariser les *bellah* dans les villages de culture ne représenta pas d'avantages majeurs pour les esclaves. Car si, d'un côté, ils bénéficiaient d'un statut « juridique » de libres, ils étaient, de l'autre, imposés tant par l'administration que par leurs anciens maîtres. En revanche, la transformation la plus significative de la période coloniale fut l'attachement des *bellah* à la terre et la création de fractions et de villages administrativement indépendants. La perpétuation du métayage pendant la période coloniale réaffirma les relations de clientèle entre nobles et affranchis que contribuèrent encore à reproduire le pouvoir et le statut des fonctionnaires d'origine noble intégrés dans l'administration. Ces relations survécurent aux bouleversements socio-économiques et politiques après l'indépendance du Mali.

10. Mohamed ElMehdi Ag Attaher devint chef de la tribu en 1946 à la suite de la démission de son demi-frère, Mohamed Aly Ag Attaher.

11. Convention n° 6. Répartition des terres collectives de culture du lac Kamango à compter du 1^{er} décembre 1954 et additif (Dossier Kel Antessar), Archives du cercle de Goundam.

Indépendance et redéfinition des relations de dépendance

Au début des années 1960, sous la présidence de Modibo Keita (1960-1968), le gouvernement déclara que toute la terre appartenait à l'État et tenta de transformer une mosaïque d'ethnies en un État-nation. Une politique de sédentarisation, inspirée de l'exemple soviétique¹² et soutenue par les aides du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), fut appliquée au nord du Mali dans le but d'assimiler les « nomades ». En 1963, l'opposition à l'installation des autorités maliennes dans l'Adagh s'exprima à travers une révolte circonscrite à quelques confédérations touarègues (Boilley 1999)¹³. La même année, un séminaire eut lieu à Goundam pour lancer une réforme agraire avec l'objectif de supprimer le métayage. Si la politique de sédentarisation représentait une continuité avec l'esprit des réformes coloniales, d'autres facteurs provoquèrent une rupture importante dans les relations socio-économiques locales. Les sécheresses des années 1973 et 1984, la création de « fixations »¹⁴ et les migrations de la population rurale du cercle de Goundam vers les centres urbains du sud du Mali et à l'étranger déstructurèrent l'économie agro-pastorale, déchirèrent le tissu social et facilitèrent une redéfinition des identités statutaires des émigrés.

Cependant, la réforme agraire et les lois successives régissant les droits fonciers garantiront la survivance du métayage en réaffirmant le pouvoir des fonctionnaires du cercle et des élites administratives de l'État malien. On se contentera ici de souligner les aspects les plus significatifs de cette réforme et ses implications en ce qui concerne les relations de dépendance dans le cercle de Goundam. Le séminaire organisé à Goundam, en 1963, par la section du parti de l'Union soudanaise pour une république démocratique africaine (USRDA), considéra que l'agriculture constituait une des ressources principales de l'économie du cercle et que le métayage, toujours pratiqué, apparaissait comme incompatible avec les principes élémentaires de l'option socialiste du gouvernement Modibo Keita. Le séminaire conclut finalement que la distribution des terres cultivables¹⁵ aux familles présentes devait être effectuée après un recensement de toutes les terres et des propriétaires terriens dans chaque arrondissement du cercle. Les terres, une fois acquises,

12. Des projets pilotes furent lancés dans la région de Gao suivant le modèle de sédentarisation des nomades en Sibérie (AG HAMANA 1988).

13. En 1963, Mohamed Ali Ag Attaher, ex-chef kel antessar et demi-frère de Mohamed ElMehdi Ag Attaher, fut accusé d'avoir facilité l'organisation de la révolte. Après son extradition du Maroc, il fut arrêté et incarcéré à Bamako pendant 14 ans.

14. Le terme « fixation » réfère soit à un système d'élevage intensif-extensif ou semi-sédentaire, soit à un lieu fixe et viable d'où les éleveurs partent en transhumance au début de la saison des pluies et où ils retournent pour un bref séjour uniquement pendant la saison sèche. La fixation représente un stade intermédiaire entre nomadisme et sédentarisation.

15. Résolution du Séminaire tenu du 10 au 12 août 1963 par la section USRDA de Goundam.

ne pourraient être ni vendues ni hypothéquées. Puisque cette décision n'émanait que d'une section de l'USRDA et ne relevait d'aucune instance suprême du pays, Modibo Keita demanda au commandant du cercle de Goundam de simplifier la réforme en proposant de distribuer la terre « à ceux qui la cultivent ». Ce principe n'était pas conforme à la résolution du séminaire de 1963 et suscita des tensions chez les propriétaires terriens, tensions qui obligèrent le commandant de cercle à imposer la réforme par la force.

À la suite du coup d'État de Moussa Traoré, en 1968, la réforme inachevée fut remise en cause et le commandant de cercle de Goundam redistribua seulement un tiers de la terre aux métayers. Enfin, une réunion, en 1972, modifia les critères de la précédente distribution des terres. De nouveaux critères furent établis en fonction des besoins de chaque famille, soit l'attribution d'« un hectare par personne recensée dans la famille ou un demi-hectare lorsqu'il y avait moins de terre »¹⁶. La réunion estima que les bénéficiaires pouvaient se considérer libres d'appliquer les méthodes d'exploitation qu'ils souhaitaient. Les commissions des cercles¹⁷ procédèrent donc à la distribution, mais sans aucune référence ni connaissance exacte des surfaces à distribuer parce qu'aucun recensement n'avait été effectué. Les membres de la commission s'approprièrent les meilleures terres près des lacs et la majorité de la population, notamment les *bellah*, furent exclus de la distribution alors qu'ils étaient censés en être les premiers bénéficiaires. Cette opération n'inclura par ailleurs que les familles présentes et pénalisera celles qui étaient absentes.

Bref, la réforme dont l'objectif était de supprimer le métayage contribua en réalité à aggraver une situation déjà fragile. La pénurie de terres cultivables, due aux variations de la crue et aux sécheresses, poussa les *bellah* à recourir aux terres des propriétaires absentéistes — fonctionnaires, commerçants ou émigrés. Quoique, dès 1972, le métayage ne fût plus reconnu par la législation malienne, le Code domanial foncier réaffirma, en 1986, que la terre appartenait à l'État et établit que la distribution des terres agricoles s'effectuait par la location de concessions en parcelles tout en respectant le droit coutumier et musulman (Maiga 1997). Ce langage très ambigu pourrait être interprété comme autorisant officiellement le métayage et justifiant ses vestiges chez les Songhay, les Touaregs et les Peuls de la zone lacustre où, malgré le déblocage de fonds internationaux pour créer des « fixations » et aider les victimes de la sécheresse, la surface et la localisation des terres cultivables dépendent toujours des variations pluviométriques et du niveau de la crue des lacs.

16. Procès-verbal de réunion. Région de Gao, Cercle de Goundam, 23 décembre 1972.

17. Les commissions étaient composées d'un chef de service du développement rural, du chef du village de Goundam, du président des anciens combattants, du chef de peloton des gardes et goums présidés par le commandant de cercle et des chefs de tous les arrondissements concernés.

Les mouvements migratoires, conjointement avec la semi-sédentarisation dans les « fixations » ou « camps de sinistrés », engendrèrent des expériences contrastées, tant chez les *bellah* que chez les nobles, qui se répercutèrent sur leurs identités statutaires. Dans le cercle de Goundam, l'assèchement des lacs Gouber et Kamango, en 1973, et la rétraction du Faguibine pousseront la population rurale, comprenant éleveurs et agriculteurs, à se reporter vers les centres urbains ou à migrer au-delà des frontières du pays ou bien encore à se sédentariser temporairement dans les fixations. La plupart des cultivateurs *bellah* quittèrent la zone du Faguibine, du Gouber et du Kamango à la recherche de terres cultivables plus au sud, près des lacs Horo, Fati et Télé ainsi que sur les rives du fleuve Niger à proximité de Tonka, Dire et Niafunké. Le déplacement des habitants des *debe* augmenta inexorablement la pression sur les terres cultivables chez les groupes sédentaires. Dans les années 1980, lors de la deuxième sécheresse, des *bellah* issus des *debe* de la rive nord du Faguibine se déplacèrent aux alentours de la ville de Mopti, attirés par les aides alimentaires (Krings 1986).

Les Kel Antessar nobles qui quittèrent la zone se dispersèrent au Bénin, en Côte-d'Ivoire et, surtout, en Mauritanie, en Libye et en Algérie. Ces émigrés acceptèrent les travaux les plus divers, ce qui remit en cause la supériorité héritée de leur statut dans la société qu'ils avaient laissée. Certains devinrent bergers, chauffeurs, gardiens de latrines... D'autres rejoignirent comme simples soldats les rangs de l'armée libyenne en sachant qu'ils ne recevraient jamais de promotion tout en subissant discriminations et humiliations de la part de leurs supérieurs « arabes ». D'autres encore s'adonnèrent au commerce. Simultanément, ceux des *bellah* qui s'installèrent dans les centres urbains et qui purent consolider leurs richesses à travers des travaux salariés ou le commerce réussirent à se détacher de la terre et, du même coup, des discriminations statutaires qu'ils subissaient de la part des nobles dans leur milieu.

L'émigration représente ainsi un facteur significatif dans le processus de transformation des relations statutaires et de dépendance chez les Kel Antessar ; elle entraîna à la fois une redéfinition des statuts des nobles et des *bellah*. L'éloignement de la terre, de l'autorité des chefs coutumiers et des fonctionnaires locaux, donna aux émigrés une liberté individuelle qui remit en question leurs identités statutaires. En revanche, les nobles et les *bellah* restés sur place, dans les fixations et dans les *debe*, ne furent pas confrontés aux mêmes changements de mentalité et de vie ; ils ne développèrent pas une nouvelle conscience à l'égard de leurs statuts respectifs. Leurs rapports se déterminaient toujours à travers l'accès à la terre. Les relations de clientélisme, engendrées par le métayage, ne permirent pas aux *bellah* de se détacher de la terre : ils continuèrent à s'identifier à travers les legs de leur infériorité statutaire.

Si, dès l'indépendance, la réforme agraire, les tentatives de sédentarisation des nomades, les migrations et la dépendance à l'égard des aides internationales déstructurèrent profondément la société kel antessar, le métayage,

néanmoins, ne subit pas de mutations réelles quoiqu'il réaffirmât le contrôle de la terre par une classe urbaine émergente qui consolidait ses intérêts économiques à l'inverse des sujets les plus démunis ou des absents. Si la réforme agraire n'aboutit ni à la suppression définitive du métayage, ni à la fin de l'exploitation des « bras valides », le versement d'aides extérieures pour des projets de sédentarisation des victimes de la sécheresse stimula, en revanche, l'instauration d'une nouvelle forme de dépendance économique.

Reconfigurations des relations de dépendance
dans une commune du cercle de Goundam
suite au conflit dans le nord du Mali (1990-1996)

Au fur et à mesure que les aides internationales étaient versées afin de faire face aux urgences provoquées par les sécheresses et appuyer la sédentarisation et le « développement local », la dépendance financière de l'État à l'égard des fonds extérieurs augmenta, mais la corruption dans la gestion des fonds enrichit plus les politiciens qu'ils ne bénéficièrent à la majorité de la population la plus démunie. L'appauvrissement de toutes les ethnies et couches sociales à l'écart des réseaux politiques, particulièrement au nord du Mali, déstabilisa le pays. En 1990, la population malienne au nord comme au sud s'insurgea. Les grèves et les manifestations à Bamako, outre la revendication du multipartisme et de la démocratie, dénoncèrent la stagnation et la corruption du gouvernement Traoré. Un coup d'État organisé par Amadou Toumani Touré mit fin à vingt-deux ans de régime militaire.

Au même moment, dans le nord du pays, des Touaregs se soulevèrent pour obtenir l'autonomie de l'Azawad et revendiquer leur part des aides internationales (Klute 1995). La rébellion se transforma en une guerre civile caractérisée par certains auteurs comme un conflit entre Noirs et Blancs (Maiga 1997), par d'autres comme un génocide (Oxby 1996), comme une chasse aux Blancs (Boilley 1999) ou comme une extermination (Claudot-Hawad 2001). On ne peut nier que l'opération *Kokadje* avait toutes les caractéristiques d'un « nettoyage ethnique ». Elle s'en prenait aux rebelles mais aussi aux membres de la population civile touarègue et maure de souche noble, facilement reconnaissables à leur teint clair. À partir de 1994, l'armée malienne reçut le soutien des miliciens songhay du Mouvement populaire Ganda Koy (MPGK), la violence s'intensifia et les massacres se multiplièrent.

L'absence de recherches anthropologiques sur les changements des relations de dépendance contemporaines au sein de la société touarègue (Botte 1999 ; Claudot-Hawad 2001), spécifiquement liés au conflit de 1990-1996 — sujet politiquement très sensible et difficile à analyser à cause de sa complexité et de ses contradictions internes —, rend difficile toute étude comparative sur ce thème. Néanmoins, les métamorphoses contemporaines imposent une mise à jour des travaux antérieurs (Bernus & Bernus 1975 ;

Bonte 1975 ; Bourgeot 1975 ; Brock 1986 ; Claudot-Hawad 2001)¹⁸, compte tenu des variations régionales et du fait que la décentralisation en conjonction avec le versement des fonds internationaux pour la réhabilitation des populations ont fortement reconfiguré les divisions administratives et la nature des enjeux locaux en accentuant la concurrence entre anciens maîtres et *bellah*.

Les massacres perpétrés par l'armée et le MP GK à Goundam et à Tombouctou et dans les zones rurales obligèrent les « Blancs » à se cacher ou à fuir vers la frontière mauritanienne. Les exécutions de masse dans les marchés de brousse empêchèrent les éleveurs restés sur place de se ravitailler, et les attaques militaires sur les sites sédentaires traumatisèrent la population locale. Pour éviter les violences et les razzias des rebelles, de l'armée et du MP GK, la plupart des *bellah* se déplacèrent de la rive nord du Faguibine vers les villages songhay de la rive sud. En revanche, la plupart des fugitifs de souche noble cherchèrent à s'installer dans les camps de réfugiés mauritaniens d'Aghor, de Bassiknou et de Fassala où ils pouvaient recevoir des aides. D'autres tentèrent de s'échapper et de sauver leurs troupeaux en se déplaçant entre les zones frontalières. D'autres encore se cachèrent avec leurs animaux à proximité de leur zone de résidence dans des endroits où les véhicules de l'armée ne pouvaient les atteindre.

L'analyse des témoignages oraux et des entretiens avec les *bellah*, les *eghawelen* (affranchis) et les nobles kel antessar souligne à quel point le conflit a suscité des réactions divergentes. D'une manière générale, les anciens esclaves de tente qui avaient maintenu des liens étroits avec leurs anciens maîtres les aidèrent à se cacher, à fuir ou à se ravitailler. Les *eghawelen* prirent en charge les terres et les animaux des fugitifs nobles. D'autres *bellah* qui entretenaient des liens avec les propriétaires terriens songhay profitèrent de la situation et collaborèrent avec l'armée malienne et les miliciens du MP GK pour en retirer des avantages : donations du bétail razzé par l'armée et le MP GK dans les campements des éleveurs contre des informations sur la position des « Blancs » qui se cachaient dans le désert. Ainsi, on constate un double mouvement pendant la rébellion : d'une part, une rupture entre les *bellah* et les propriétaires terriens kel antessar, d'autre part, un renforcement des liens de solidarité entre les anciens esclaves de tente et leurs maîtres. Ces changements se manifesteront sous d'autres formes à la suite de la mise en place de la décentralisation et du versement des fonds pour la réhabilitation des populations affectées par le conflit et pour le développement local.

La négociation des accords de paix débuta en 1991 parallèlement à la décision du gouvernement de mettre en œuvre la décentralisation. Cette

18. Pour une lecture des aspects fonciers et de la décentralisation en relation avec l'esclavage en Afrique de l'Ouest, voir BOTTE (1999). Sur le cas d'une association *bellah* au Niger, voir ALOU (2000).

réforme impliquait la « libre administration » des régions du nord et la réorganisation du territoire administratif en collectivités territoriales. Les négociations se conclurent en 1996. La réorganisation du territoire administratif entraîna la suppression des arrondissements et l'instauration des communes, et ce nouveau découpage en communes stimula une fragmentation des groupements administratifs de la population locale. Avant le rapatriement des réfugiés, des rencontres inter-communautaires eurent lieu afin de réconcilier les populations songhay et touarègues et des campagnes de sensibilisation sur la décentralisation furent organisées dans les camps mauritaniens.

De nouveaux groupements se formèrent donc conjointement aux mouvements de rapatriement des réfugiés. Ceux-ci pouvaient choisir leur lieu de rapatriement en s'enregistrant auprès des chefs de quartier des camps chargés d'établir des listes. Le nombre de réfugiés que les sites allaient recevoir au Mali était directement proportionnel au montant des aides à la réhabilitation, d'où l'intérêt des chefs de quartier d'enregistrer le plus grand nombre de réfugiés. Ce processus entraîna des déplacements importants. De nombreuses familles précédemment recensées dans d'autres cercles et d'autres arrondissements rejoignirent des sites de rapatriement dans de nouvelles communes. À titre d'exemple, l'étude a relevé le déplacement de presque toute la population d'une fixation, autrefois située dans le Mema, au sud de Lere, vers un nouveau site de la commune de Gargando dans le cercle de Goundam ; et de même le déplacement de plusieurs familles du village de Gargando vers un site de rapatriement créé dans la commune d'Essakan.

Ces déplacements visaient à favoriser les nouveaux sites de rapatriement pour l'attribution des aides à la réhabilitation. Mais, une fois le rapatriement effectué, des enjeux locaux discordants ne permirent pas à tous les nouveaux groupements administratifs de bénéficier de l'aide. En effet, après la suppression des arrondissements et l'introduction des communes, le nouveau découpage du territoire et des populations engendra des tensions et des conflits pour l'accès aux ressources naturelles et aux fonds pour le développement local. Le cercle de Goundam comptait sept arrondissements qui furent remplacés par seize communes. Avant les élections communales de 1998, les habitants de chaque commune formèrent de nouveaux groupements correspondant aux nouveaux villages, sites et fractions administratives.

La commune étudiée comprend des villages, des sites et des fractions. Les villages se situent aux bords des lacs à proximité des terres agricoles. Les groupements de souche noble y sont majoritaires, contrairement à d'autres communes du cercle situées à proximité des lacs Fati, Horo, Tele et Takara où les terres agricoles sont plus étendues et peuplées en majorité de *bellah*. Dans un environnement plus aride où la surface des terres inondées est proportionnellement inférieure à celle des pâturages, les conflits entre agriculteurs *bellah* et éleveurs de souche noble sont très fréquents surtout en cas de crue déficitaire ou lorsque les troupeaux divaguent dans les champs pendant la période de récolte.

À l'exception du village, siège de la commune, les autres villages ne sont généralement habités que par des *bellah* et des *eghawelen* — qui ne quittèrent pas la zone lors du conflit —, par des émigrés saisonniers et par des émigrés revenus définitivement après la dernière sécheresse. Les résidents des sites sont des réfugiés rapatriés, des fonctionnaires en retraite et des émigrés de statut noble retournés chez eux après le conflit. Les sites sont généralement éloignés des bords des lacs et dispersés dans des zones plus arides ; plusieurs fractions nomades s'y rattachent. L'étude¹⁹ a été conduite dans un village, siège d'une commune, dans un site créé lors du rapatriement des émigrés et dans deux campements nomades. Le village et le site incluent des familles sédentaires et semi-sédentaires, mais seul le village a une composition hétérogène comprenant *bellah*, *eghawelen*, forgerons et nobles. Dans le village, les *bellah* et les *eghawelen* sont regroupés dans un quartier appelé *debe* afin de le distinguer des autres quartiers nommés campements (*amazaghen*) de la fraction X ou Y. En revanche, les campements nomades sont formés par des éleveurs semi-sédentaires et nomades de souche noble et la présence d'*eghawelen*, de *bellah* et de forgerons se limite à des visites temporaires.

La fragmentation administrative avant les élections de 1998 entraîna une reconfiguration des enjeux locaux qui se manifestèrent par l'accentuation des divisions entre *bellah* et Kel Antessar de souche noble. Comme on le verra, ces divisions s'expliquent par la concurrence entre les groupements administratifs pour l'obtention des aides extérieures. Dans le cadre de l'administration décentralisée, les communes peuvent désormais créer des partenariats avec d'autres communes et demander des fonds pour réaliser des projets de développement local²⁰. De plus, les habitants d'un village ou d'un site peuvent s'organiser en associations locales à travers lesquelles il leur est possible d'obtenir des fonds pour financer des projets locaux. Enfin, les résidents de la commune peuvent élire les chefs de villages, de sites ou de fractions qui les représentent dans le conseil communal et qui ont la responsabilité de collecter les taxes des résidents. Les résidents choisissent ces chefs sur la base des réseaux de parenté et de patronage. Or, ce facteur a encouragé les conseillers communaux élus par les chefs de fractions, de sites et de villages à étendre leurs réseaux de clientèle. Ils le font de la manière suivante : ils paient les taxes à la place de leurs clients en échange du soutien politique de ces derniers au sein de la division administrative qu'ils représentent.

La commune est présidée par un maire et ses adjoints, chacun représentant les groupements administratifs les plus nombreux. La formation du

19. L'étude fut financée par l'Economic and Social Research Council de Grande-Bretagne. Les données de l'étude anthropologique ont été intégrées aux résultats d'une enquête démographique menée par Randall sur un échantillon de 8 268 individus recensés dans le Mema et la zone lacustre (RANDALL 2004 ; RANDALL & GIUFFRIDA 2005a, 2005b).

20. Loi n° 93-001 AN-RM (11/02/1993). Chapitre IV, Article 21.

bureau communal montre que les nobles et les *bellah* résidents sont représentés non seulement par les conseillers communaux mais aussi à travers la fonction de maire partagée entre un noble et un *eghawel* (affranchi). Au début de l'étude, le maire était un Kel Antessar de souche maraboutique, un directeur de lycée à la retraite. Sa campagne pour les élections politiques de 1999 fut appuyée par la GTZ (Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit) allemande qui avait construit une antenne dans le village lors du rapatriement. Le premier adjoint au maire, un *eghawel*, issu d'une famille au patrimoine foncier considérable, était le chef du village. Il représentait tous les *bellah* résidents tant au village que dans la commune. Le deuxième adjoint était un enseignant à la retraite, un Kel Antessar métissé, cousin du maire et du premier adjoint. Il représentait une fraction regroupant des résidents du village et les éleveurs d'un campement nomade compris dans l'étude. Le troisième adjoint était un enseignant de statut noble, issu d'une autre fraction nomade. En 2001, le maire démissionna à la suite de la fermeture de la base de la GTZ et le premier adjoint le remplaça.

Dans le village on constate que des relations très proches lient encore anciens maîtres et anciens esclaves de tente. Des comportements d'affection et à plaisanteries ainsi que de distanciation et de respect, lors des rencontres ou des visites, symbolisent l'héritage des relations passées et la survivance d'une idéologie statutaire malgré les changements de mentalité — en particulier, parmi la jeune génération des émigrés et des réfugiés rapatriés. Quoique l'endogamie de strate marque les divisions statutaires entre nobles, *bellah* et forgerons, le degré de métissage est visiblement élevé chez les *eghawelen*. Ceux-ci peuvent se marier aussi bien avec des femmes *bellah* qu'avec des femmes nobles. Les cas d'hypergamie des *eghawelen* et d'hypogamie des femmes nobles sont fréquents mais aucun cas de concubinage entre nobles et *bellah* n'a été constaté. La mobilité statutaire des *eghawelen* s'exprime à travers leur rôle de médiateurs entre les nobles et les *bellah* pour tenter de concilier leurs intérêts divergents. Leur médiation apparaît comme fondamentale dans le contexte actuel où la concurrence économique entre les deux groupes les a nettement divisés.

Une enquête de ménage à passages répétés, menée pendant les différentes saisons de l'année sur une période de quinze mois, a permis de comparer l'économie de ménages nobles, *bellah* et *eghawelen*. La définition du ménage adoptée lors de l'enquête est celle d'*ejedesh* : un foyer comprenant non seulement la famille des conjoints et de leurs enfants mais aussi des dépendants qui partagent la même nourriture. Ceux-ci incluent des neveux, des mères ou des sœurs veuves et d'autres catégories de parents proches en visite ou de retour des lieux où ils avaient émigré. Le choix de l'unité *ejedesh* se justifie dans la mesure où elle reflète l'organisation économique des ménages et leur fluidité due aux mouvements saisonniers, leur articulation en réseaux de parenté et d'entraide distribués dans un espace étendu et dès lors elle correspond mieux à l'unité de production et de consommation domestique. De son côté, la tente (*ehan*) représente l'unité nucléaire utilisée

pour les recensements démographiques, administratifs et électoraux ; elle comprend habituellement le chef de ménage, sa conjointe et leurs enfants. La répartition de l'échantillon en *ejedesh* donne un total de 67 ménages étendus, celle en *ehan* représente 97 ménages nucléaires comprenant 93 tentes et quatre maisons en banco. L'échantillon correspond à un total de 506 personnes réparties en nobles (74 %), forgerons (8,3 %), *eghawelen* (5,7 %) et *bellah* (11 %).

Les données fournies par l'enquête mettent en évidence une taille du ménage *bellah* plus élevée (6,5) que celle du ménage noble (4,9). Les comparaisons avec l'enquête de Galloy s'avèrent délicates car, dans ce cas, les données ne relèvent pas la taille des ménages *bellah* sédentarisés dans les villages et les *debe*. Les seuls ménages dont on connaît la taille moyenne sont des ménages nobles avec des *bellah* dépendants. Malgré ces difficultés, la comparaison des données de 1957 sur la taille du ménage noble (8,6 personnes dont 5,2 de nobles et 3,4 de serviteurs) et celles de notre étude (4,9 pour les ménages nobles et 6,5 pour les ménages *bellah*) montrent que, en excluant les « serviteurs », la taille des ménages nobles a diminué. Par ailleurs, on a observé une fragmentation administrative entre *bellah* et nobles, ultérieure à 1957, due au fait que l'esclavage de tente a complètement disparu car les *ex-iklan* sont aujourd'hui économiquement indépendants de leurs anciens maîtres et représentés au niveau de l'administration locale. Enfin, la formation de nouveaux groupements s'inscrit dans la continuité du processus de séparation en unités administratives distinctes entre *bellah* et nobles, introduit par l'administration coloniale.

Au cours de l'enquête, on a seulement enregistré le passage d'un berger *bellah* en visite dans la tente d'un campement nomade et la présence d'une jeune fille *bellah* (*taskiut*) adoptée par une famille d'éleveurs semi-sédentaires dans le site. À l'exception de quelques rares foyers de notables, où les femmes de statut noble s'abstiennent de mener les travaux domestiques (pilage du mil, corvée d'eau, s'adonner à la cuisine) et rétribuent des *tiklatin* en argent ou en céréales, dans tous les autres foyers nobles les travaux autrefois réalisés par les esclaves de tente sont aujourd'hui pris en charge par tous les membres du foyer y compris les enfants. Dans tous les ménages nomades des campements, la présence de bergers ou de serviteurs domestiques *bellah* est nulle.

Selon les observations recueillies dans les *debe* de différentes communes pendant les périodes des récoltes, et selon les données de l'enquête, les champs sont presque exclusivement cultivés par des *bellah*. Dans la zone de l'enquête, les *bellah*, outre le travail dans leurs concessions ou propriétés, peuvent également travailler les champs d'autrui. À une seule exception près, les chefs de ménage de statut noble qui ont déclaré avoir des champs en exploitation ne travaillent pas la terre eux-mêmes mais emploient des *bellah* pour la culture et la récolte de ces champs. La journée de travail est rétribuée en argent (entre 750 et 1 000 francs CFA). Ceux qui manquent d'argent rétribuent les travaux agricoles en céréales. Enfin, les métayers

sont tous des *eghawelen*. Ils emploient des cultivateurs saisonniers *bellah* et sont responsables du partage de la récolte. Outre la gestion de la terre, les *eghawelen* sont propriétaires de bovins, de caprins et d'ovins et s'adonnent au commerce local.

Vingt-sept chefs de ménage de toutes les strates sociales ont déclaré avoir des champs en concession ou en pleine propriété qui leur fournissent des revenus en céréales (petit mil, maïs, sorgho), mais ceux qui arrivent à commercialiser un surplus de produits céréaliers représentent une minorité négligeable. Seulement cinq propriétaires nobles et un *eghawelen* se sont définis comme « propriétaires » de terre et en louent une partie. Ceux qui n'arrivent pas à obtenir de concessions de terres sont contraints d'acheter leurs céréales sur les marchés locaux ou dépendent des dons de leurs parents et des aides extérieures. La moitié des chefs de ménage ayant des champs ont déclaré que ceux-ci n'étaient plus exploités depuis la sécheresse ou qu'ils n'avaient pas les moyens d'acheter outils et semences ni d'employer des cultivateurs.

Les troupeaux de bovins, d'ovins, de caprins et de camelins des ménages nobles appartiennent généralement à des parents sédentaires : notables locaux ou résidents à Goundam, Tombouctou ou Bamako. Ceux-ci prêtent leurs troupeaux pour donner des moyens de subsistance à leurs parents qui se chargent de leur entretien. Ces bergers nobles ne sont pas payés en argent mais reçoivent l'usufruit des produits laitiers et parfois la viande de petits troupeaux d'ovins et caprins. La présence de bovins et de camelins est rare dans la zone de l'étude. Les trois seuls troupeaux de bovins ayant une taille supérieure à trente têtes appartenaient à la famille du chef de site, à un *eghawelen* et à un éleveur nomade. Seulement trois ménages de notables possèdent des troupeaux de chameaux mais de taille restreinte. N'ayant pas d'argent liquide, les éleveurs nomades qui possèdent des chèvres les troquent au marché pour acheter des céréales ou d'autres produits.

Les chefs de ménage de souche noble qui perçoivent un salaire de par leurs activités économiques primaires — enseignement, gardiennage de bâtiments publics ou de puits, manœuvres, animation de projets de développement, emploi dans les services de la commune — représentent une minorité. Les activités secondaires des hommes de ces ménages nobles sont le commerce et l'élevage. Les femmes dans le village et le site ont constitué des associations d'artisanat et reçu des micro-crédits. Les femmes nomades produisent du beurre mais elles ne le vendent sur les marchés locaux que s'il y a un surplus de lait après la consommation domestique.

Tous les chefs de ménage *bellah* ont déclaré recevoir des revenus en argent grâce à leurs activités primaires qui incluent : gardiennage de bâtiments publics, de puits et de troupeaux, travaux dans les champs, commerce. Contrairement aux éleveurs nobles, les *bellah* pratiquent aussi bien l'agriculture que l'élevage intensif d'ovins et de caprins. Ils font également l'élevage de poulets pour leur consommation domestique. Le bétail leur appartient. Comme mentionné *supra*, la taille des ménages *bellah* étant plus élevée que

celle des nobles, cela leur permet de diversifier leurs activités économiques. Les femmes *bellah* s'adonnent à la vente de lait caillé et de produits céréaliers, à la récolte du bois et à la vente de charbon, à la récolte et à la vente de *fakhoy*²¹, à la récolte de céréales dans les champs, au tissage et à la vente de nattes ; elles travaillent comme servantes rétribuées en espèces ou en nature dans les tentes des notables locaux. Les activités secondaires des hommes *bellah* incluent les travaux agricoles saisonniers, le travail comme manœuvres pour le creusement de puits, la construction de bâtiments en dur (écoles, mairies, dispensaires) et de maisons en banco. Le taux plus élevé d'analphabétisme parmi les *bellah* les exclut des emplois administratifs. Néanmoins, par rapport aux nobles, les *eghawelen* et les *bellah* apparaissent comme de véritables entrepreneurs et ils ont atteint un niveau de richesse supérieure à celui de leurs anciens maîtres en raison de leur situation pendant la rébellion et de leur capacité à diversifier leurs activités économiques.

Le fait qu'aujourd'hui *bellah* et nobles mènent les mêmes activités économiques salariées, qu'ils effectuent, par exemple, le gardiennage et la construction de bâtiments publics, crée entre eux une concurrence. Ainsi, lorsqu'il fallut employer des hommes pour le forage d'un puits dans un campement nomade, l'ONG malienne responsable du projet préféra employer des *bellah* plutôt que la main-d'œuvre des nobles qui pourtant vivaient dans le campement ; ils se plainquirent du fait qu'ils n'étaient pas pris en considération pour l'exécution des travaux dans leur propre campement. Le responsable du projet avait procédé ainsi parce que cela lui permettait de garder le contrôle sur le déroulement des travaux, sur l'achat des matériaux et d'avoir une marge de flexibilité dans la gestion du budget.

Les nobles craignent que la croissance démographique plus forte des *bellah* ne favorise leur représentativité au niveau de la commune et détermine ainsi leur capacité à capter les fonds destinés aux projets locaux. Dans la commune étudiée, après la phase d'urgence et de réhabilitation, plusieurs organisations gouvernementales et non gouvernementales qui étaient intervenues dans les domaines de l'hydraulique, de la santé et de l'éducation se sont retirées, et la commune a dû prendre en charge ces domaines. D'autres bailleurs avaient facilité la mise en place de la décentralisation (construction de bâtiments publics, formations et ateliers du personnel administratif). Or, au moment de l'enquête, seul le Fonds européen pour le développement (FED) restait sur place pour financer des projets de développement local à travers des ONG maliennes ; tandis que le Programme alimentaire mondial continuait à ravitailler les cantines scolaires des sites et des villages possédant une école communautaire. Dans ce contexte, la dépendance à l'égard des aides extérieures pour le financement de projets locaux et, simultanément, la rivalité pour l'accès aux fonds disponibles, se sont aggravées et opposent entre eux les nouveaux groupements administratifs.

21. Herbe séchée et utilisée comme condiment et médicament.

Ainsi, lors de la mise en place de la décentralisation, un *debe* de *bellah*, précédemment recensé avec la population du village, devenu le siège de la commune, forma son propre groupement administratif, et le chef *bellah* de ce nouveau village présenta une demande propre auprès du FED pour la construction d'une école. Au même moment, le chef de souche noble d'un site à sept kilomètres du village en question sollicitait les mêmes fonds pour la construction d'un dispensaire. Le village possédait un dispensaire mais pas d'école et *vice versa*. Comme la population du village *bellah* était supérieure en nombre à celle du site, les fonds furent attribués à la construction de l'école.

Des actions de développement isolées et non coordonnées au niveau local avivent la concurrence pour les aides, dans un contexte où une administration inefficace du foncier et la pénurie de ressources alimentent des conflits entre agriculteurs et éleveurs, et les poussent à se concentrer sur les mêmes espaces. L'absence de volonté politique parmi les élites à trouver des solutions à ces conflits favorise la reproduction de la vieille mentalité coloniale en opposant « nomades » et « sédentaires ». L'échec des projets de développement dans le cadre de la décentralisation a contribué de manière paradoxale à reproduire à la fois une pauvreté chronique et à instaurer une rivalité exacerbée pour l'obtention des aides extérieures. L'absence d'irrigation artificielle et de gestion rationnelle des ressources naturelles oblige les habitants à migrer pour trouver des sources alternatives de revenus. Les *bellah* migrent après la saison des récoltes vers les centres urbains du sud du pays ou en Côte-d'Ivoire. Les éleveurs nobles plus pauvres se déplacent en brousse avec quelques chèvres, d'autres quittent la brousse et se rendent à Goundam ou à Tombouctou à la recherche d'un emploi.

La dépendance d'antan entre maîtres et esclaves, fondée sur l'esclavage, s'est transformée en une nouvelle dépendance tant des *bellah* que des nobles vis-à-vis des fonds extérieurs. Ce système dysfonctionnel est encore aggravé par le développement d'une mentalité d'assistanat et par la perte d'auto-suffisance de la majorité de la population rurale et de ses connaissances indispensables à une subsistance durable. Ainsi, les relations de dépendance contemporaines se révèlent considérablement plus insidieuses parce qu'elles touchent toutes les strates sociales et toutes les ethnies dans un pays qui n'a toujours pas atteint une véritable unité politique.

*

L'analyse des métamorphoses des relations de dépendance chez les Kel Antessar et de la complexité des facteurs de changements internes et externes à leur société, dans la longue durée, a mis en évidence une importante mobilité statutaire et économique des ex-esclaves et la disparition de l'esclavage de tente. Les affranchissements à l'époque précoloniale, les recompositions administratives pendant l'administration française, les

migrations lors des sécheresses après l'indépendance et la fragmentation des groupements administratifs, provoquée par la décentralisation à la suite du conflit de 1990, ont contribué à transformer les relations économiques et politiques entre anciens maîtres et anciens esclaves. Des recherches comparatives seraient nécessaires pour déterminer jusqu'à quel point il s'agit d'un cas isolé ou si des transformations similaires se présentent chez les ex-esclaves d'autres groupes ethniques au Mali à économie essentiellement agro-pastorale et dépendante des aides extérieures. La redéfinition des identités statutaires chez les Kel Antessar survenue à la suite des migrations des *bellah* et des nobles s'est accentuée lors du conflit de 1990-1996 et, ultérieurement, avec la décentralisation qui met en opposition les intérêts des deux groupes. Toutefois, les vestiges du métayage et des droits coutumiers reflètent toujours l'incapacité de l'administration malienne à mettre en œuvre une réforme foncière rationnelle et à éliminer ainsi la survivance d'idéologies et de hiérarchies statutaires associées au contrôle de la terre. En même temps, l'attribution de fonds internationaux dès l'indépendance du Mali a instauré une autre forme de dépendance qui a accru l'inégalité économique entre la population rurale la plus démunie et les élites politiques. La reconfiguration des enjeux locaux entamée par la décentralisation, parallèlement aux actions de réhabilitation et de développement local, a engendré une concurrence acharnée entre groupements administratifs rivaux pour l'obtention des fonds destinés au développement.

Département d'Anthropologie, University College, Londres.

BIBLIOGRAPHIE

AG HAMANA, M. A.

1988 *La sédentarisation des populations nomades en République du Mali. Cas du cercle de Niafunke*, Mémoire de fin d'études, Bamako, École nationale d'Administration.

ALOU, M. T.

2000 « Courtiers malgré eux. Trajectoires de reconversion dans l'association Timidria au Niger », in T. BIERSCHEK *et al.* (dir.), *Courtiers en développement*, Paris, Karthala : 279-303.

BERNUS, E. & BERNUS, S.

1975 « L'évolution de la condition servile chez les Touaregs sahéliens », in C. MEILLASSOUX (dir.), *L'Esclavage en Afrique pré-coloniale*, Paris, Maspero : 27-47.

BERNUS, E., BONTE, P., BROCK, L. & CLAUDOT-HAWAD, H. (dir.)

1986 *Le fils et le neveu. Jeux et enjeux de la parenté touarègue*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Cambridge, Cambridge University Press.

BOILLEY, P.

1999 *Les Touaregs Kel Adagh. Dépendances et révoltes : du Soudan français au Mali contemporain*, Paris, Karthala.

BONTE, P.

1975 « Esclavage et relations de dépendance chez les Touaregs Kel Gress », in C. MEILLASSOUX (dir.), *op. cit.* : 49-76.

1998 *L'émirat de l'Adrar. Histoire et Anthropologie d'une société tribale du Sahara Occidental*, vol. 1, Thèse de doctorat d'État, Paris, École des hautes études en science sociale.

BOTTE, R.

1999 « Riimaybe, Haratin, Iklan : les damnés de la terre, le développement et la démocratie », in A. BOURGEOT (dir.), *Horizons nomades en Afrique Sahélienne. Sociétés, développement et démocratie*, Paris, Karthala : 55-78.

BOUCHE, D.

1949-1950 « Les villages de Liberté en AOF », *Bulletin de l'IFAN*, B, XI (3-4) : 491-540, XII (1) : 135-215.

BOURGEOT, A.

1975 « Rapports esclavagistes et conditions d'affranchissement chez les Imuhag (Twareg kel Ahaggar) », in C. MEILLASSOUX (dir.), *op. cit.* : 77-97.

BROCK, L.

1986 « Children of Men and Children of Women. Descent, Marriage and Residence among the Tamejirt », in E. BERNUS *et al.* (dir.), *op. cit.* : 277-316.

CLAUDOT-HAWAD, H.

2001 *Éperonner le monde. Nomadisme, cosmos et politique chez les Touaregs*, Aix-en-Provence, Edisud : 151-182.

CLEAVELAND, T.

1998 « Islam and the Construction of Social Identity in the Nineteenth-Century Sahara », *Journal of African History*, 39 : 365-388.

GALLOY, P.

1959 *Nomadisation et sédentarisation dans les cercles de Goundam et de Tombouctou. Mission d'Étude et d'Aménagement du Niger*, Niamey, Études de Géographie humaine (« Travaux publics du Soudan, 2^e arrondissement, Hydraulique et Électricité »).

GIUFFRIDA, A.

À paraître « Clerics, Rebels and Refugees : Mobility Strategies and Networks among the Kel Antessar », *Journal of North African Studies*, 10 (3-4), & J. KEENAN (ed.), *The Sahara : Past, Present and Future*, London, Routledge.

KLUTE, G.

- 1995 « Hostilités et alliances. Archéologie de la dissidence des Touaregs au Mali », *Cahiers d'Études africaines*, XXXV (1), 137 : 57-71.

KRINGS, T.

- 1986 « Les migrations des Sahéliens du Mali entre 1981 et 1985 et leur installation spontanée à Mopti », *Cahiers Géographiques de Rouen, Études Sahéliennes*, numéro spécial : 43-54.

MAIGA, M. T.-F.

- 1997 *Le Mali : de la sécheresse à la rébellion nomade. Chronique et analyse d'un double phénomène du contre-développement en Afrique sahélienne*, Paris, L'Harmattan.

MARTY, P.

- 1920 *Études sur l'Islam et les tribus du Soudan. Les Kountas de l'est, les Berabich, Les Iguellad*, vol. 1, Paris, Ernest Leroux.

MARTY, A.

- 1999 « La division sédentaires-nomades. Le cas de la boucle du Niger au début de la période coloniale », in L. HOLTEDAHN *et al.* (dir.), *Le pouvoir du savoir de l'Arctique aux Tropiques*, Paris, Karthala : 289-306.

NICOLAISEN, J. & NICOLAISEN, I.

- 1997 *The Pastoral Tuareg*, vols 1 & 2, London, Thames and Hudson.

NORRIS, H. T.

- 1975 *The Tuareg. Their Islamic Legacy and Its Diffusion in the Sahel*, Warminster, Wilts, Aris & Phillips LTD.

OLIVIER DE SARDAN, J.-P.

- 1975 « Captifs ruraux et esclaves impériaux du Songhay », in C. MEILLASSOUX (dir.), *op. cit.* : 99-134.

OXBY, C.

- 1996 « Tuareg Identity Crisis », *Anthropology Today*, 12 (5) : 21.

RANDALL, S.

- 2004 *Fertility of Malian Tamasheq Repatriated Refugees : the Impact of Forced Migration*, Washington, Committee on Population National Research Council. National Academies Press.

RANDALL, S. & GIUFFRIDA, A.

- 2005a *Mariage, fécondité et ménage chez les Kel Tamasheq du Mali : bouleversements socio-économiques et continuité démographique en Familles au Nord, Familles au Sud*, Louvain-la-Neuve, Éditions Academia-Bruylant ; Paris, L'Harmattan.

- 2005b « Forced Migration, Sedentarisation and Social Change : Malian Kel Tamasheq », in D. CHATTY (ed.), *Pastoralists of North Africa and the Middle East Entering the 21st Century*, Leiden, Brill Publications : 431-463.

SAAD, E. S.

1983 *Social History of Timbuktu : The Role of Muslim Scholars and Notables (1400-1900)*, Cambridge, Cambridge University Press.

SOUMARE, S.

1980 *L'Évolution des rapports sociaux fondamentaux chez les Touareg de Goundam (Mali)*, Thèse de doctorat de 3^e cycle, Paris, Université Paris 7.

WALENTOWITZ, S.

2003 *Enfant de Soi, enfant de l'Autre. La construction symbolique et sociale des identités à travers une étude anthropologique de la naissance chez les Touaregs (Kel Eghlal et Aytawari de l'Azawagh, Niger)*, Thèse de 3^e cycle, Paris, EHESS.

RÉSUMÉ

Cet article met en évidence les ruptures et les continuités des relations de dépendance chez les Kel Antessar à travers l'analyse des changements survenus dès l'administration coloniale jusqu'à la mise en place de la décentralisation suite au conflit de 1990-1996. Une étude menée dans une commune du cercle de Goundam montre que si l'esclavage a totalement disparu, l'allocation des aides internationales a instauré une autre forme de dépendance économique de toutes les strates sociales. Dans ce contexte, les reconfigurations administratives à la suite de la décentralisation expriment une concurrence entre *bellah* et anciens maîtres pour l'obtention des fonds au développement local.

ABSTRACT

Metamorphoses of Dependency Relations among the Kel Antessar in Goundam. — Light is shed on breaks and continuities in dependency relations among the Kel Antessar Tuareg by analyzing changes from the period of colonial administration until the decentralization following the 1990-1996 conflict. A study in Goundam Mali, shows that, although slavery has completely vanished, the distribution of international aid has led to another form of economic dependency for all social strata. In this context, post-decentralization administrative changes have spurred competition between the *bellah* and their former masters in the effort to obtain funds for local development.

Mots-clés/Keywords : Mali, Touaregs, *bellah*, dépendance, développement, esclavage, métayage/Mali, Tuareg, *bella*, dependence, development, slavery, sharecropping.